

Urbanités

Chroniques - Janvier 2013

Port-au-Prince : après le séisme vient la tempête

Lucie Guimier



En octobre dernier la tempête tropicale Sandy, qui s'est rapidement développée en ouragan, a provoqué la mort d'environ 200 personnes dans sept pays : République dominicaine, Haïti, Jamaïque, Cuba, Bahamas, États-Unis et Canada¹. Le bilan a fait état de 70 victimes dans l'espace caribéen dont au moins 54 en Haïti², deuxième pays le plus touché après les États-Unis (environ 110 victimes). Une fois de plus la nation haïtienne a été mise à rude épreuve en subissant trois jours durant le déchaînement des éléments : le passage de l'ouragan a provoqué des inondations meurtrières, la dévastation de champs de cultures et l'effondrement de maisons qui avaient résisté au séisme du 12 janvier 2010. D'autres dommages collatéraux sont à déplorer et replongent la nation dans le désarroi : Sandy a ravivé l'épidémie de choléra qui, depuis son apparition dans le pays en octobre 2010, n'a cessé de faucher des vies ; selon le ministère

¹ Ces chiffres sont approximatifs et à manier avec précaution : aucun bilan définitif et précis n'est aujourd'hui consultable.

² Grégoire ALLIX, « Le choléra sera encore présent à Haïti pendant des années », Le Monde.fr, 20.11.2012.

haïtien de la Santé Publique et de la Population (MSPP), depuis fin 2010 le choléra a causé 7 721 décès et plus de 338 000 hospitalisations³ sur une population totale d'environ 10 millions d'habitants. Rappelons ici que le choléra n'était jusque-là pas une maladie endémique dans l'espace haïtien : la souche pathogène responsable de la contamination en Haïti est le fruit de la mauvaise gestion des latrines d'un camp de soldats népalais de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti), qui a mené à la contamination fécale du fleuve Artibonite, cours d'eau le plus important de l'île d'Hispaniola. Nous connaissons la suite⁴. L'absence d'infrastructures sanitaires viables, l'insuffisance d'eau potable et plus généralement les conditions de vie précaires de la population haïtienne font que le choléra est désormais endémique en Haïti.

Dans le même temps, la crise post-séisme est loin d'être résolue et les camps de fortune majoritairement formés de toiles fournies par les ONG présentes sur place, et censés être provisoires, constituent désormais de nouveaux quartiers dans la capitale. Une simple recherche sur l'application *Google Map* illustre ces dires : certains camps sont formellement répertoriés sur la carte sous des appellations telles que « Post disaster campgrounds » ou « Internally displaced persons camp ». Un rapport publié en 2011 par l'ONG Solidarités International dresse ce constat : « Aujourd'hui les camps sont intégrés au système urbain de Port-au-Prince : les projets d'amélioration urbaine doivent intégrer les dynamiques camps-quartiers plutôt que de les traiter comme deux entités urbaines distinctes »⁵.

Il est d'ailleurs compliqué de cartographier le bâti actuel de la capitale haïtienne et de son aire métropolitaine tant la situation est en perpétuel mouvement : des camps s'agrandissent, d'autres disparaissent, la meilleure solution reste la consultation du projet *OpenStreetMap* Port-au-Prince (<http://www.openstreetmap.org/?lat=18.5464&lon=-72.3317&zoom=14&layers=B000FTF>). Fondée sur le principe d'une carte coopérative libre à laquelle chacun peut contribuer en éditant des informations spécifiques et indisponibles sur des cartes classiques, la carte du projet *OpenStreetMap* Port-au-Prince jouit d'une précision extrême et d'apports réguliers permettant de suivre la dynamique de la ville au fil des jours.

Étudiante en géopolitique, il m'a été permis de mener un terrain d'enquête à Port-au-Prince durant un mois, de février à mars 2011, un an après le séisme et quelques mois après le début de l'épidémie de choléra. Retour sur les impressions d'une jeune chercheuse face à une ville en quête de résilience⁶.

Une ville en perpétuelle crise

L'expérience de l'étranger qui débarque à Port-au-Prince est difficilement qualifiable tant le paysage est de l'ordre du méconnu. Dès la sortie de l'aéroport Toussaint Louverture, situé à une

³ Données du MSPP au 19 novembre 2012.

⁴ Au commencement de l'épidémie de choléra (en octobre 2010) et durant plusieurs mois, l'ONU a maladroitement tenté d'échapper à la polémique sur l'importation du choléra impliquant les Casques bleus népalais de sa force d'intervention sur l'île, la MINUSTAH. En mai 2011, un rapport d'experts indépendants a conclu que les conditions sanitaires du camp en question n'étaient « pas suffisantes » pour éviter une contamination fécale de l'affluent de l'Artibonite situé à ses abords. Le doute n'était donc plus permis. Voir le rapport : Alejandro CRAVIOTO, Claudio LANATA, Daniele LANTAGNE, Balakrish NAIR, « Final Report of the Independent Panel of Experts on the Cholera Outbreak in Haiti », Mai 2011, Publié par l'ONU disponible sur : <http://www.un.org/News/dh/infocus/haiti/UN-cholera-report-final.pdf>

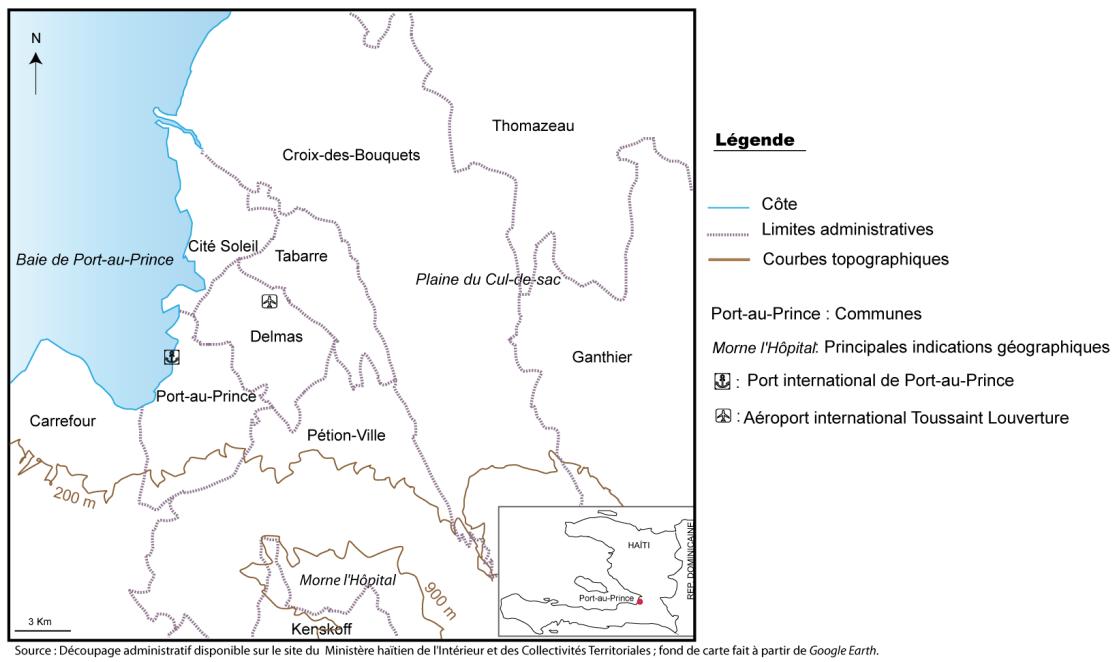
⁵ Simon DEPREZ, Éléonore LABATTUT, « La reconstruction de Port-au-Prince. Analyses et réflexions sur les stratégies d'intervention en milieu urbain », *Solidarités International*, 2011, p. 4

⁶ Le terme « résilience » est un concept à la mode, plutôt controversé car il revêt autant de définitions que d'auteurs qui l'utilisent ; ici résilience signifie la quête d'une force commune, la volonté de surmonter des épreuves ensemble.

dizaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, les tentes des camps de déplacés interpellent le regard et rappellent à l'observateur qu'il pénètre une ville totalement décomposée par le séisme du 12 janvier 2010. Les gravats et les déchets qui recouvrent le bord des routes, et les bâtiments à demi ou totalement effondrés, indiquent que la reconstruction de la ville sinistrée peine à s'articuler et que l'insalubrité persiste. Sur les édifices encore debout, le sigle MTPTC, pour Ministère des Travaux Publics des Transports et de la Communication, allant du vert au rouge, signale les bâtiments qui doivent être totalement démolis en rouge, ceux qui doivent subir des travaux en jaune et ceux qui peuvent rester en l'état en vert ; comme pour rappeler que la ville n'est pas à l'abri d'un prochain séisme qui pourrait finir le travail du précédent. Avec plus de deux millions d'habitants, Port-au-Prince est la plus grande métropole des Caraïbes. Confinée entre le littoral et les mornes – les montagnes haïtiennes – l'habitat y est extrêmement comprimé : par manque de terrains disponibles, les nouveaux arrivants s'y entassent et repoussent progressivement les murs de la ville. Dans les hauteurs, les bidonvilles s'élèvent et rivalisent avec les habitations en béton. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'un des plus grands bidonvilles de la capitale, qui entoure dans les hauteurs les quartiers huppés de Pétion-Ville, s'appelle « Jalousie ».

Considérée dans les années 1950 comme l'un des plus beaux golfes du monde parmi Rio, Hong Kong et la baie de Naples, Port-au-Prince est, depuis les années 1970, une ville saturée de constructions informelles à base de matériaux de récupération. En l'espace de quarante ans, la population de Port-au-Prince a décuplé sous le renforcement de la centralisation politico-économique de la capitale et notamment durant la décennie 1950-60 qui a vu la fermeture de plusieurs ports régionaux au commerce extérieur, ce qui a contribué à renforcer l'attraction de Port-au-Prince. S'ajoute à cela un exode rural massif, conséquence directe de la crise du secteur agricole. Échapper à la dureté de la vie des zones rurales où les conditions de vie sont bien plus difficiles qu'en ville, avoir un meilleur accès aux services socio-sanitaires, à l'éducation, bénéficier d'un meilleur réseau électrique mais aussi quitter le travail agricole harassant et peu rentable, pour une autre vie : tels étaient et sont encore les espoirs de ces migrants de l'intérieur venus s'installer dans la capitale. Tout cela sans aucune maîtrise de l'urbanisation ni planification territoriale. Port-au-Prince concentre 30 % de la population totale du pays et affiche un taux de croissance démographique de 5 % par an.

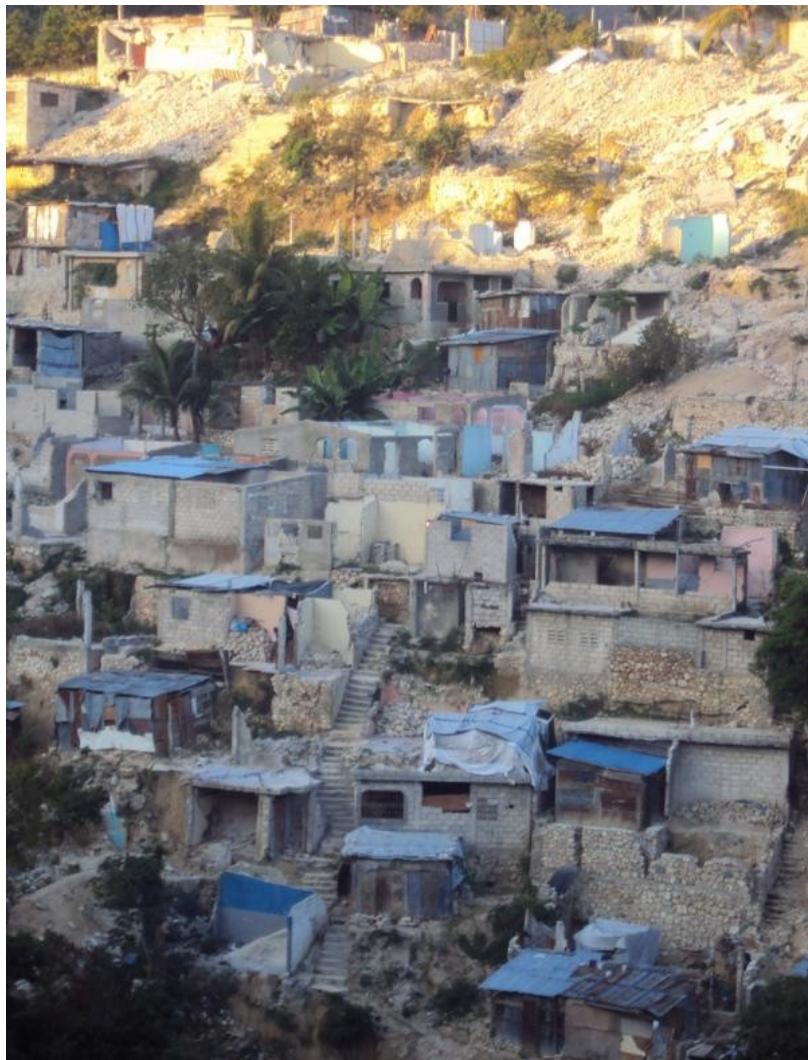
Situation des communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince



En somme, tous les 20 ans la ville double sa population, or, le taux de croissance économique est loin d'évoluer à la même vitesse : la capitale et sa banlieue comptent plus de 350 bidonvilles où s'entassent 1 800 000 personnes. Certains bidonvilles ont été fortement frappés par le séisme en raison d'une bétonisation accrue des habitations et de constructions d'étages pour faire face à la surpopulation. Toutefois la plupart de ces cités anarchiques sont faites de structures basses et de toits en tôle, ce qui a limité les dégâts causés par le séisme qui a principalement touché les structures en béton comprenant plusieurs étages. Ainsi il n'est pas rare de remarquer dans quelques quartiers plus aisés, des habitants raser le dernier étage de leur maison lorsque celle-ci a résisté au séisme, de peur de revivre un tremblement de terre qui soit fatal cette fois-ci.

D'un point de vue sanitaire, et notamment en période de choléra, ces bidonvilles constituent des foyers d'infection particulièrement préoccupants : dépourvus de latrines, les habitants de ces quartiers font principalement leurs besoins à l'air libre, un système D surnommé « toilettes volantes ». On peut délimiter les bidonvilles de la capitale haïtienne et ses environs en trois zones principales : les bidonvilles centraux, ceux situés sur les mornes et ceux de la plaine côtière. Les bidonvilles centraux sont incorporés dans le tissu urbain. Ces quartiers sont bâtis dans le peu d'espace disponible et affichent une densité extrême, ils se distinguent notamment par une grande concentration d'activités économiques. Les bidonvilles des mornes se situent sur la partie haute de la ville tels ceux installés sur les pentes du Morne l'Hôpital, que se partagent trois communes : Carrefour, Port-au-Prince et Pétion-Ville. Là, des milliers de maisonnettes sont bâties dans l'escarpement du Morne, constitué de plusieurs ravines inondées et emplies d'alluvions qui dévalent, à la moindre pluie, les versants de la montagne. Ces bidonvilles sont

particulièrement tributaires des aléas (climatiques, sismiques, glissements de terrain...) en raison d'une préoccupante érosion des sols. Enfin les bidonvilles de la plaine côtière connaissent une situation particulièrement précaire puisqu'ils occupent majoritairement des zones marécageuses du bord de mer, comme le bidonville de Cité-Soleil, le plus important bidonville des Caraïbes qui regroupe à lui seul 300 000 habitants⁷. Ces derniers sont sujets aux mêmes problématiques que les bidonvilles des mornes, cependant leur implication dans la vie économique de la capitale est stratégique puisque ces quartiers sont situés près du front de mer et de grands axes de communication propices aux divers commerces informels.



Bidonvilles des mornes à la sortie de Port-au-Prince, sur la route de Canapé Vert en direction de Pétion-Ville. Photographie Lucie Guimier, février 2011.

Une fragilité permanente

Port-au-Prince se lève tôt, la rue commence à être fréquentée dès cinq heures du matin afin

⁷ Sur les bidonvilles à Port-au-Prince, voir les travaux de Jean Goulet, professeur associé au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM (Université du Québec à Montréal).

d'éviter les fortes chaleurs qui sévissent dès la fin de matinée. Des camionnettes diffusent une musique connue de tous ici, comblant la pénurie d'eau courante : elles transportent des poches d'eau qui seront revendues à des commerçants de rue puis à des badauds assoiffés par la chaleur tropicale. Les *taps-taps* bariolés commencent leur tournée, ils sont les principaux moyens de transport en commun ; le réseau routier est aussi fréquenté par des taxis que l'on reconnaît à leur fil rouge pendu au rétroviseur. Les autres véhicules, des civils ou des ONG, sont principalement des tout-terrains qui marquent un contraste singulier entre une ville de poussière et des véhicules imposants. Quant aux piétons, ils n'ont qu'à bien se tenir : les trottoirs sont généralement impraticables car encombrés de gravats et de déchets ; et lorsqu'ils ne le sont pas, ils sont investis par les vendeurs improvisés de fruits, de produits d'épicerie de base, de boissons fraîches et d'accessoires en tous genres, vendeurs qui fourmillent dans l'espoir de gagner quelques gourdes, la monnaie haïtienne. La vie qui anime Port-au-Prince contraste avec la dévitalisation du bâti qui, ça et là, rappelle constamment à l'observateur qu'un séisme secouait la ville il y a peu. Des édifices effondrés aux tentes fournies par l'aide internationale, plus une seule trace des formes urbanistiques de base : la maison ou l'immeuble. Hormis les quelques bâtiments qui peinent à rester debout, tout est de bric et de broc, ça et là des tentes aux effigies de diverses ONG constituent soit un dortoir soit un magasin improvisé. La bidonvillisation de Port-au-Prince commencée avant le séisme n'a fait que se poursuivre frénétiquement après l'effondrement de la ville. Le constat s'impose de l'intégration, non plus seulement des bidonvilles, mais aussi des camps de déplacés, dans la dynamique de l'urbanisation de Port-au-Prince, de la participation de leurs habitants à l'économie et à la vie sociale de la capitale.



Une vendeuse de rue dans la capitale. Lucie Guimier, février 2011.

La végétation abondante – les arbres ayant résisté au séisme – constitue la seule note positive du paysage, comme un pied-de-nez au béton, les bougainvilliers réaniment le panorama. Quant aux commerces, mis à part les négoces d'eau, les stations d'essence et les quelques magasins de proximité – les *markets* – il n'y en a quasiment pas à Port-au-Prince : ceux-ci se sont tous retranchés à Pétion-Ville, la commune qui domine Port-au-Prince, au sens propre et au sens figuré. Pétion-Ville, est le siège des ONG et de la bourgeoisie Port-au-Princienne ; ici les banques sont protégées par des gardes, les bâtiments colorés et les rues bordées par des restaurants et magasins en tous genres, ici on paye en dollars américains et la ségrégation s'affiche sans complexe. Il y a des bidonvilles à Pétion-Ville aussi, mais sans commune mesure avec ceux du centre-ville de la capitale. C'est là que vivent la plupart des expatriés.

Car il faut aussi imaginer l'installation des personnels internationaux : où loger décentement des centaines de travailleurs de l'aide internationale dans un immense bidonville récemment ravagé par un séisme ? Il faut savoir que dans beaucoup de cas, les organismes internationaux louent des propriétés privées, ordinairement occupées par des Haïtiens, à des prix bien plus élevés que ceux proposés aux locaux. En somme, l'arrivée massive d'ONG crée inévitablement l'expropriation d'habitants locaux forcés de louer d'autres logements moins chers, et dans des espaces éloignés de leur lieu de vie habituel.



Une rue de Pétion-Ville : le contraste avec Port-au-Prince est saisissant (bâtiments colorés, très peu de bâtiments effondrés). Lucie Guimier, février 2011.

Cette cité en perpétuel mouvement, à la fois fourmillante et désarmée qui s'offre au spectateur laisse pantois. L'atmosphère y est électrique : quiconque entre dans la ville ressent la tension ambiante, l'exaspération des sinistrés des camps et en même temps leur patience face à une telle situation. Port-au-Prince est sur le point d'exploser. Combien de fois ai-je cru qu'une révolte populaire allait se soulever durant mon séjour ? Et pourtant rien de notable ne s'est produit. Dans le pays, on pense depuis des années que la rue va se révolter, et il y a bien eu les émeutes de la faim en 2008 : la hausse du prix des denrées de base avait provoqué un soulèvement populaire déterminé et la chute du gouvernement d'alors, dirigé par Jacques-Edouard Alexis. Jusqu'à peu encore, l'épuisement causé par les différentes catastrophes était plus fort que la colère, mais la récente flambée des prix des denrées alimentaires est de trop et il est à craindre que la nation se soulève prochainement.



À Port-au-Prince, les rues, les fossés, et les cours d'eau recueillent les immondices ; la ville expose une insalubrité inquiétante en temps d'épidémie. Lucie Guimier, février 2011.

Du provisoire au permanent : le développement de villes dans la ville

CAMP. Même origine que champ. Espace clôturé, ou strictement réservé à l'hébergement d'un groupe aux caractéristiques spécifiques (cf. camp militaire, camp retranché, camp de prisonniers, camp d'extermination) ou caractérisé par le caractère temporaire des abris, camp de toile (de tentes), campement de nomades, camper sous la tente, camping.

Yves Lacoste, *De la géopolitique aux paysages*, Paris : Armand Colin, 2003, p.62

Dans l'actuelle Port-au-Prince, le nomadisme prime, les Port-au-Princiens se sont accaparés les lieux centraux de la capitale qui, bien que détruits par le séisme, conservent un certain sens dans la mémoire des habitants. Il est actuellement impossible de comptabiliser les camps de la capitale d'autant plus que tous ne se ressemblent pas. Au même titre que les bidonvilles, il y a les camps du centre-ville et ceux de la périphérie urbaine. Certains sont installés depuis le séisme et comptent des milliers de déplacés. La place du Champ-de-Mars, située en face du palais présidentiel, est significative de la pérennisation de ces camps qui se sont élevés anarchiquement après le séisme sur les espaces disponibles. Les bâches fournies par les partenaires de l'aide internationale dessinent une curieuse allégorie du village planétaire, chaque tente étant marquée du sigle de son donateur : drapeaux représentant le pays aidant ou logo de différentes ONG. En face, le palais présidentiel resté en ruines jusqu'à très récemment a été pris en main par l'ONG de l'acteur Sean Penn, J/P Haitian Relief Organisation, qui vient d'achever la démolition complète du palais pour sa reconstruction future.

La place d'armes, espace censé être vide et lieu par excellence de la mise en scène du pouvoir, s'est transformée en refuge pour les sinistrés du séisme : un lieu de l'actualisation de l'effondrement de l'État. C'est d'ailleurs en raison de sa situation centrale dans la capitale, tant physiquement que symboliquement, que le camp du Champ-de-Mars est devenu un site fortement politisé. Lorsque j'étais sur place en 2011, aucun Centre de Traitement du Choléra (CTC) n'avait été installé ici ; les habitants du camp, craignant de contracter la maladie si une telle structure était érigée près de leur lieu de vie, avaient manifesté leur désaccord face à l'installation d'un CTC. Les habitants de ce camp central savent qu'ils ont une certaine position de force : ils sont exposés, médiatiquement et politiquement. Ce n'est pas un hasard si l'un des projets centraux du gouvernement Martelly, le projet de réhabilitation de quartiers via le démantèlement de certains camps « 16 quartiers / 6 camps »⁸ cible en priorité les camps de la Primature et du Champ-de-Mars.

D'autres camps ont poussé comme des champignons, comme j'ai pu le constater lors de mon travail sur le terrain : certaines ruelles « libres » quand je suis arrivée, se sont couvertes de tentes en quelques jours, les déplacés traquant la moindre place disponible. Ce sont majoritairement des petits camps, insérés dans le tissu urbain qui tendent peu à peu à faire partie intégrante des quartiers préexistants.

⁸ Le projet 16/6 s'étend sur une période de deux ans et permettra à 5 239 familles réparties dans 6 camps Place Boyer, Place Saint-Pierre, Primature, Canapé Vert, Mais Gâté, Champs de Mars et Stade Sylvio Cator de retrouver 16 quartiers d'origine de ces déplacés à travers les communes de Port-au-Prince, de Delmas et de Pétion-Ville.



Le camp du Champ-de-Mars, face au palais présidentiel. Ici, une tente « griffée » Public Republic of China sous le drapeau haïtien. Photographie Lucie Guimier, février 2011.

Un an après le séisme, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), principal organisme qui gère les camps, soulignait que la construction de nouveaux logements aurait bénéficié à plus de 200 000 sinistrés⁹. La population des camps a diminué progressivement depuis deux ans, passant de 1,5 million de sinistrés à environ 800 000 en mars 2011. Aujourd'hui, 400 000 personnes vivent encore dans des camps.

Il paraît étonnant au premier abord que ces sinistrés aient choisi de rester en ville, où la promiscuité et le contexte urbain font que leur existence est sans cesse l'objet d'une mise en scène, tant pour les voisins que pour les passants. Des camps sont aussi installés dans les zones rurales et j'ai pu voir l'un d'entre eux, appelé Corail Cesselesse, à vingt kilomètres au nord de Port-au-Prince, dans la plaine du Cul-de-Sac. Cet immense camp-cité longe la route de la côte des Arcadins, zone touristique prisée du littoral occidental haïtien. Un arrêté présidentiel déclarait le 22 mars 2010 d'utilité publique ces 5 000 hectares de terres afin de désengorger les camps de la capitale. Plus de 100 000 personnes se sont rassemblées à Corail et dans les zones voisines, où se sont rapidement créés deux autres camps, conséquence de l'étalement du premier : Canaan et Jérusalem. Ces installations sont devenues des villes sans aucune urbanisation, juste un amas de tentes ou de maisons de tôle et de bois sans aucune cohésion. Ces camps pensés pour être provisoires prennent pour certains un caractère irréversible, sans une fois encore répondre à une planification territoriale organisée et responsable. Il est difficile de

⁹ Luc VINOGRADOFF, « 2010, annus horribilis pour Haïti », Le Monde.fr, 12.01.2011.

prévoir quels seront les choix politiques de la reconstruction tant les situations sont changeantes selon le camp et son emplacement, mais il est primordial de prendre en compte la dangerosité des bidonvilles et camps situés sur les mornes et les ravines : ceux-ci sont par la nature de leur emplacement géographique des quartiers transitoires.

Il est désormais évident que certains camps, au même titre que les bidonvilles, font partie intégrante du tissu urbain de Port-au-Prince et de son agglomération. Dans son travail sur les bidonvilles de Port-au-Prince, le Professeur Jean Goulet plaide pour un aménagement plutôt qu'une destruction des bidonvilles haïtiens, s'érigeant à contre-courant de toute vision occidentale de la représentation de la ville, il souligne deux points clés de la planification urbaine haïtienne : l'implication des habitants et celle de l'État haïtien.

On le sait, l'aide humanitaire en Haïti a été essentielle dans l'urgence post-séisme et dans la gestion de l'épidémie de choléra mais les conséquences perverses de cette présence se font sentir : les citoyens se sentent bien souvent dépossédés de leurs ressources et de leur dignité par les intervenants étrangers de l'aide internationale, qu'ils soient militaires ou humanitaires. Un glissement progressif vers une gestion autonome de la reconstruction par le personnel local est indispensable pour rendre à la République d'Haïti sa souveraineté. Pour que la mutation urbaine de la capitale haïtienne entraîne d'elle-même une dynamique de lutte contre la ségrégation urbaine ainsi qu'une urgente mise en place d'infrastructures sanitaires (démocratisation de l'eau courante, développement de latrines hygiéniques, usine de traitement des eaux...) afin de contrer la menace mortelle que constitue le choléra.

LUCIE GUIMIER

Doctorante à l'Institut français de géopolitique, spécialisée dans la géopolitique de la santé, en particulier sur les questions de maladies infectieuses, épidémies et vaccination.

Illustration de couverture : bidonvilles des mornes à la sortie de Port-au-Prince ; photographie de Lucie Guimier, février 2011.